



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES

Deuxième session

Rome, 26 – 30 mars 2007

Rapport du Président de la CMP

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

I. Introduction

1. On trouvera dans les différents rapports présentés pour la deuxième session de la Commission des mesures phytosanitaires (CMP), les activités de celle-ci et du Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV). Le présent rapport fait état des questions importantes abordées au cours des douze derniers mois et note plusieurs points que la CMP examinera. Il contient également une analyse de l'évolution possible de la situation.

II. Situation financière

2. La situation financière de la CIPV a encore occupé une place de premier plan dans les réflexions et les activités du Bureau.
3. Vous vous souvenez certainement que pendant le dernier exercice budgétaire, 2004-05, une grande partie des crédits alloués à la CIPV ne provenait pas du budget ordinaire de la FAO, mais d'arriérés de contributions, c'est-à-dire du paiement tardif de contributions afférentes à des exercices budgétaires précédents. Les ressources issues de ces arriérés ont considérablement accru les ressources financières de la CIPV, mais elles étaient ponctuelles et ne sont donc plus disponibles comme éventuelle source de financement supplémentaire.
4. Malgré les initiatives prises ces derniers mois pour accroître le budget de la CIPV, le Secrétariat manque encore de ressources et n'a pas accès à des fonds suffisants pour engager les activités figurant dans le Plan stratégique et le Plan d'activités de la Commission. Il a donc fallu établir un rang de priorités pour les activités de la CIPV, ce qui a été fait à la première réunion du Groupe de travail informel de la CMP sur la planification stratégique et l'assistance technique

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.
La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

(PSAT). Le Groupe a recommandé de mettre diverses activités en attente jusqu'à ce que l'on dispose des ressources financières nécessaires.

5. On a été amené à réduire certaines activités d'assistance technique et d'échange d'informations, et pour la première fois, il a été proposé de réduire les activités d'établissement de normes. La décision, prise par la CMP à sa première session, d'assurer l'interprétation aux réunions du Comité des normes, a entraîné des coûts supplémentaires considérables et le PSAT a estimé que l'on ne disposait pas de ressources suffisantes pour financer la tenue de deux réunions du Comité des normes avec des services d'interprétation complets. Il a donc été décidé d'annuler la réunion plénière du Comité des normes de mai 2007 et de ne tenir qu'une réunion du Groupe de travail du Comité des normes (CN-7).

6. Fort heureusement, la FAO a pu, depuis la réunion du PSAT, accroître les crédits alloués au budget de la CIPV, de sorte qu'il redevient possible de tenir une réunion plénière du Comité des normes en mai 2007. Le PSAT a cependant fait remarquer que la tenue d'une réunion d'un organe subsidiaire ou d'un atelier n'est en aucun cas un droit automatique et que l'insuffisance des fonds se traduira par la suppression d'activités ou par leur remise à une date ultérieure.

III. Plan d'activités

7. Le Bureau s'est rendu compte qu'il était nécessaire de déployer des efforts considérables pour sensibiliser à la nécessité de disposer de ressources adéquates pour la CIPV. Il a donc élaboré un nouveau Plan d'activités avec une aide considérable du Secrétariat de la CIPV. Le Plan d'activités a été examiné de façon approfondie et approuvé par le PSAT. Le nouveau Plan d'activités, qui sera examiné à cette session de la CMP, présente deux caractéristiques: la clarté des buts et objectifs de la CMP et une présentation plus compréhensible, qui permet de l'utiliser comme outil de promotion.

IV. Options relatives au financement

8. Le Bureau et le PSAT ont examiné une fois encore les options relatives au financement de la CIPV. Les modalités selon lesquelles d'autres organisations internationales ont obtenu des financements pour s'acquitter de leur mandat ont été examinées de plus près. Étant donné que les options relatives au financement sont examinées depuis 1999 par la CIMP et par la CMP, le Bureau estime que l'on devrait parvenir très rapidement à une solution. Un document récapitulant les différentes options et contenant les propositions du Bureau relatives à la suite à leur donner est présenté au titre du point 10.6 de l'ordre du jour.

V. Évaluation de la CIPV

9. À sa sixième session, la CIMP a lancé une évaluation externe indépendante de la CIPV. L'évaluation a commencé, l'année dernière, par l'envoi d'un questionnaire sur la CIPV aux parties contractantes. L'équipe chargée de l'évaluation a reçu plus de 90 réponses, chiffre très élevé qui témoigne de l'importance que les pays accordent à la CIPV. Un premier rapport sur cette évaluation sera présenté et examiné cette semaine pour donner aux délégués la possibilité d'exprimer une fois encore leur opinion sur la façon dont ils souhaiteraient voir évoluer la CIPV. L'évaluation est très importante pour la CMP, car elle fournira des recommandations pour la configuration, les politiques et stratégies futures. Une large participation au débat est nécessaire et je vous engage donc tous à assister à la session.

VI. Mécanisme de vérification de conformité et reconnaissance internationale de zones exemptes

10. Il y a deux questions particulièrement importantes, notamment pour les pays en développement: l'examen plus approfondi d'un mécanisme de vérification de conformité (point 12.3 de l'ordre du jour) et la reconnaissance internationale des zones exemptes (point 10.7). Ces deux questions, qui avaient aussi été examinées à la première session de la CMP, ont été de nouveau débattues au sein du PSAT et du Bureau. À l'heure actuelle, on ne connaît pas exactement les avantages qu'un mécanisme de vérification de conformité ou que la reconnaissance internationale des zones exemptes apporteraient, mais il est important de mieux cerner ces concepts et d'en évaluer les avantages. Je crois que l'une des tâches du Président consiste à être ouvert vers l'avenir et à aider à faire progresser la CIPV et la santé des plantes en envisageant des modalités et des systèmes nouveaux.

VII. Laboratoires de référence

11. À la dix-huitième Consultation technique des Organisations régionales de la protection des végétaux (ORPV), les participants ont examiné le rôle potentiel des laboratoires de référence pour les organismes nuisibles aux végétaux. Plusieurs pays ont déjà un système national en place. La mise en place d'un système international de laboratoires de référence ne serait pas dénuée d'obstacles, mais elle mérite vraiment un examen plus approfondi. La Consultation technique propose d'assurer la liaison avec le Groupe technique chargé d'élaborer des protocoles de diagnostic afin de poursuivre l'examen de cette question et elle a été inscrite à l'ordre du jour de la prochaine Consultation technique des ORPV.

VIII. Secrétariat de la CIPV

12. La situation de sous-effectifs du Secrétariat et les incertitudes quant aux améliorations futures sont en train de devenir des problèmes chroniques. Le Bureau a noté avec préoccupation la diminution des ressources humaines du Secrétariat de la CIPV pendant les 15 derniers mois. Cette réduction des effectifs des fonctionnaires chargés de la CIPV, ceux qui partent n'étant pas remplacés, a une incidence sur le volume de travail que le Secrétariat peut absorber et menace une ressource que le Secrétariat de la CIPV a en abondance. Je veux parler de l'enthousiasme. Étant donné les attentes croissantes des membres, le Bureau est très préoccupé par le fait que le Secrétariat réduit s'efforce de s'acquitter d'un travail dont le volume avait été conçu pour un Secrétariat beaucoup plus nombreux et nous constatons des signes de fatigue et de frustration engendrés par ces efforts. Ce qui nous inquiète particulièrement, c'est que malgré cette situation, le Secrétariat de la CIPV est de plus en plus sollicité.

13. Ces difficultés ont été encore aggravées par le départ à la retraite, en novembre 2006, de notre Secrétaire, M. Niek Van der Graaff, qui occupait ce poste de longue date. Cependant, je ne souhaite pas terminer mon rapport du Président sur une note négative. Je veux au contraire faire remarquer que très rares sont les personnes qui ont œuvré autant que M. Van der Graaff à l'harmonisation et à la coopération dans le domaine des questions phytosanitaires. Ce sont toujours le dynamisme et les efforts inlassables de quelques-uns qui permettent d'obtenir des percées et des réussites remarquables dans tel ou tel domaine. Ce sont certainement le dynamisme et les inlassables efforts de M. Van der Graaff qui ont aidé à faire d'une simple convention comme la CIPV un organe dynamique qui établit des normes internationales, échange des informations phytosanitaires et fournit une assistance technique.

14. C'est pourquoi je tiens à adresser les vifs remerciements de la CMP à M. Van der Graaf pour ses contributions exemplaires à la communauté de la protection des végétaux, à la CIPV et à la FAO.